

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***De conseillers**En exercice :15**De présents :12**De votants :15*

L'an deux mil quinze, le 13 avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs DUFOR - GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE - TROUBADY - CAMINADE – GERMAIN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – JOURDAN – OZANNE.

Etaient absents : MM MAZELAYGUE (procuration à Mme LAGRANGE), ARMAGNAC (procuration à M. GERMAIN), M. PASQUET (procuration à Mme LAHALLE).

Le Secrétariat de séance était assuré par : M. LAMBERT

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 30/04/2015.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 29/04/2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le : 08/04/2015.

Le PV de la réunion du 30 mars 2015 est adopté à l'unanimité.

**Contestation du projet de suppression d'une classe
A l'école de Domme à la
Rentrée scolaire 2015**

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal, du courrier de l'Inspectrice d'Académie en date du 31 mars 2015, informant du projet de suppression d'un poste et donc d'une classe sur l'école de Domme, dans la cadre de la réflexion globale en cours au niveau du département, sur la carte scolaire de la rentrée 2015.

Monsieur le Maire souhaite qu'une réflexion approfondie et un débat aient lieu en Conseil Municipal, sur le devenir et la scolarisation des enfants de Domme et, plus généralement, du RPI « Domme-Cénac ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal de Domme,

Considérant les efforts déployés depuis plusieurs années par la commune pour accueillir de nouvelles familles avec enfants en bas âge, notamment par la réalisation de projets de logements sociaux ;

Constatant que l'évolution et la composition de la population permet désormais de prévoir un effectif régulier de 140 à 150 élèves au sein du RPI « Domme- Cénac » jusqu'à la rentrée 2017 ;

Considérant la mise en place du RPI « Domme-Cénac » comme récente (rentrée 2014), ayant nécessité de la part des 2 communes des efforts importants en matière d'organisation, de répartition des responsabilités et de financements ;

Constatant que les points périodiques et conseils d'écoles mis en place depuis la rentrée 2014, attestent tous que le dimensionnement et la répartition des classes au sein du RPI, entraînent la satisfaction des équipes enseignantes, des ATSEM et des parents sur le fonctionnement du RPI « Domme-Cénac », dans sa structure actuelle ;

Considérant que les communes de Domme et de Cénac sont déclarées « Communes en Zone de Revitalisation Rurale » ; que les municipalités travaillent et investissent au quotidien pour développer leurs infrastructures locales en vue de maintenir une activité en ce territoire rural ; qu'à ce titre elles bénéficient des prérogatives des communes en ZRR, comme le prévoit la loi ; que l'on ne peut donc par la seule application d'un « quota propre à l'Education Nationale » remettre en cause d'une rentrée à l'autre, les investissements financés par ailleurs au titre de communes classées en ZRR ;

Constatant, que depuis 2010, il y a déjà eu, au sein des écoles de DOMME et Cénac, 3 suppressions de postes d'enseignant, se répartissant comme suit :

- 2010 : un poste à Domme ;
- 2013 : un poste à Cénac ;
- 2014 : un poste à Domme ;

Considérant, si suppression d'une classe à Domme à la rentrée 2015, que l'avenir du RPI dispersé « Domme-Cénac » est fortement remis en cause à court terme (puisque'il ne subsisterait plus alors qu'une seule classe à Domme dès la rentrée 2015, et qu'on peut ainsi s'interroger sur sa pérennité) ;

Considérant le problème de reclassement du personnel communal affecté au fonctionnement quotidien des sites scolaires de Domme et Cénac, qui se poserait à chaque commune en cas de fermeture d'une classe, puis du site de Domme ;

Considérant que l'analyse des tableaux statistiques fournis par Madame l'Inspectrice d'Académie, montre que les taux d'encadrement sont supérieurs à 20 sur Domme et Cénac ;

Considérant que les seuls enfants dont les parents résident sur la commune de Domme ou dont les inscriptions sont enregistrées sur Domme, représentent un taux d'encadrement supérieur à 20 (48 élèves en sections maternelles et primaires) ;

Considérant que l'analyse des tableaux sur la situation 2014 met en évidence qu'il y a plus de 80 écoles qui présentent dans le département un taux d'encadrement inférieur à 20 ;

Considérant que les préinscriptions pour la rentrée 2015, font ressortir un effectif de l'ordre de 145 enfants sur le RPI, conférant ainsi un taux d'encadrement de l'ordre de 20,7 sur le RPI ;

Ayant pris connaissance de l'attachement de la population de Domme au maintien de ses 2 classes, en témoignent les actions en cours ;

Considérant que l'instruction obligatoire dispensée, pour tous, par l'école publique, gratuite et laïque, est un des services de la République ; que ce dernier doit se faire sur tout le territoire, au plus près de la population et sans créer de zone de « désertification scolaire » ;

Considérant les obligations du Maire à défendre cette mission d'instruction sur tout le territoire, y compris en zones rurales et plus particulièrement en ZRR ;

Déclare toute sa légitimité au RPI « Domme-Cénac » dans sa structure actuelle, et notamment au maintien des 2 classes à Domme ;

Autorise le Maire à mener toute action, dans le cadre de ses fonctions et responsabilités, visant au maintien des 2 classes au sein de l'école de Domme ;

Autorise le Maire à répondre en ce sens à Madame l'Inspectrice d'Académie, et à communiquer copie de ce courrier à Monsieur le Préfet de la Dordogne, Madame la Sous-Préfète de Sarlat, Madame et Monsieur les Conseillers Départementaux du Canton, Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Dordogne, Monsieur le Député de la Circonscription, Messieurs les Sénateurs de la Dordogne et, si nécessaire, Madame la Ministre de l'Éducation Nationale.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Domme, le 15 avril 2015.